Business mondial des médicaments : tout a un prix, même la santé

Autor(en): **Miserez, Marc-André**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **24 (1987)**

Heft 881

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1019872

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Tout a un prix, même la santé

■ (*mam*) 25% de la population mondiale habite dans les pays développés et consomme 86% des médicaments produits chaque année. 1% de l'argent dépensé pour la recherche dans l'industrie pharmaceutique est consacré aux maladies du tiers monde. Ces chiffres sont connus, mais ils méritent d'être inlassablement répétés. Une fois de plus, la revue *Vers un développement solidaire* (éditée par la Déclaration de Berne, chemin de Boston 11, 1000 Lausanne 9) présente un dossier qui touche juste. Des faits, des chiffres, peu de commentaires. Le scandale se lit entre les lignes.

Difficile, à lire les vingt-deux pages de ce dossier particulièrement dense et fourni, de retenir quelques poussées d'adrénaline. Etant en principe au service de la santé publique, l'industrie des médicaments devrait obéir à des règles différentes de celles qui régissent le commerce du tapis ou de la voiture d'occasion. C'est oublier un peu vite que le marché de la santé est avant tout un marché.

Faire du neuf à tout prix

Le fait est bien connu: un médicament guérit grâce à sa substance chimique active, ou principe actif. La découverte d'un nouveau principe actif prend entre 8 et 12 ans et coûte de 80 à 100 millions de francs suisses. Il existe actuellement plus de 3000 principes actifs différents, dont 250 à peu près sont considérés comme essentiels par l'OMS. Ici déjà, l'inflation est manifeste. S'y ajoute le fait que ces substances sont commercialisées sous plusieurs milliers de noms de marque.

C'est ainsi qu'en Suisse, par exemple, il existe trente médicaments contenant de l'acide acétylsalicylique, dont le plus connu est l'Aspirine. De manière plus générale, sur cent nouveaux médicaments enregistrés dans notre pays, nonante-huit ne sont que des formulations différentes de molécules déjà existantes, alors que deux seulement présentent des avantages thérapeutiques.

A ces fausses innovations s'ajoute la pratique courante qui consiste à mélanger les principes actifs, avec des effets souvent peu satisfaisants, voire nocifs pour la santé.

Selon les autorités d'enregistrement des médicaments britanniques, l'innovation est dirigée "vers des rendements commerciaux plutôt que vers les besoins thérapeutiques". On connaît la réponse des grands de la chimie: seuls les bénéfices permettent à l'industrie pharmaceutique de développer la recherche. Essentielle à la médecine, seul espoir pour les patients atteints de maux incurables, la recherche semble auréolée de toutes les vertus.

Recherche et profit

Le chiffre énoncé plus haut montre déjà dans quelle direction s'oriente la recherche: 1% pour le tiers monde, le reste pour les maladies "de riches" (cancer, et plus encore Sida), soit des produits destinés à des clients solvables.

Financée par le profit, la recherche dépend donc directement du bon "positionnement" de l'entreprise sur le marché. Et celui-ci s'obtient à coup de publicité. Les firmes suisses dépensent entre 17 et 22% de leur chiffre d'affaires en promotion, soit presque le double de ce qu'elles investissent dans la recherche! Au niveau mondial, les dépenses globales des entreprises pharmaceutiques en promotion frisent les 25 milliards de dollars, soit cent fois le budget annuel de l'OMS.

En matière de promotion, les techniques les plus diverses sont utilisées, de l'apparemment anodin au carrément scandaleux. Deux annonces, l'une pour un produit "qui aide les enfants à grandir" et l'autre pour un composé multivitaminé illustrent le type d'illusions que l'on cherche à entretenir dans l'esprit du public. La première, parue dans un magazine au Bengladesh, vante les vertus des anabolisants! Alors que l'autre présente une capsule en forme de corne d'abondance, remplie de fruits et de légumes, comme si vitamines et sels minéraux pouvaient remplacer la nourriture qui fait défaut aux paysans pakistanais.

Les gouvernements (surtout dans le tiers monde) qui accordent les autorisations de vente, les médecins et les pharmaciens, qui orientent directement la demande, font naturellement l'objet de soins attentifs. Suivant les pays, cela peut aller de la distribution de prospectus en quadrichromie à l'organisation de voyages ou de parties fines, en passant par les petits cadeaux et les contributions électorales. A noter qu'en Suisse, médecins et hôpitaux ont mis un sérieux frein à certaines de ces pratiques.

Mais encore...

Quelques informations piquées au hasard pour compléter ce tableau peu reluisant:

l'Orabolin, anabolisant fabriqué par une firme hollandaise, se trouve sous le même emballage en Grande-Bretagne et au Bangladesh. Seul

Le poids des trois Suisses

Au classement des 12 plus grandes firmes pharmaceutiques mondiales, les chiffres de ventes exprimés en milliards de dollars ne varient qu'entre 2,66 et 1,47. Si les Américains se taillent la part du lion (Merck et American Home Products), devant les Allemands (Hœchst et Bayer), Ciba-Geigy occupe une "honorable" 5ème place avec 2,16 mia.$. Viennent ensuite 5 firmes américaines, alors que Roche et Sandoz "ferment la marche" (respectivement 1,49 et 1,47 mia.$).

diffère le mode d'emploi: alors que ce produit est "non recommandé" pour les enfants anglais chez qui il risquerait de provoquer des tumeurs du foie et une certaine rétention d'eau, son "goût de framboise" le rend "particulièrement indiqué pour les jeunes enfants et les nourrissons" bengalis.
Plus grave encore, la pratique courante qui consiste à exporter vers le tiers monde des médicaments considérés comme dangereux ou interdits dans les pays qui les produisent. DP a déjà abordé le problème (no 871). Les Etats-Unis ont connu dans ce domaine une législation restrictive sur le principe: "ce qui n'est pas bon pour nous ne saurait être bon pour les autres". L'administration Reagan a assoupli la loi en vue de "renforcer la compétitivité outre-mer de l'industrie pharmaceutique américaine (!) et d'aider les autres nations (?)".
La Suisse n'a pas de loi à amender. Elle s'est toujours refusée à légiférer dans ce domaine, par respect pour l'indépendance des autres nations. Un sondage rendu public récemment montre que les trois grands de la chimie sont considérés par les Suisses comme les entreprises qui salissent le mieux notre image à l'étranger. Schweizerhalle n'explique pas tout. Le commerce des médicaments, quand il touche à l'immonde, doit être dénoncé sans relâche. C'est un des mérites du dossier de *Solidaire*.

L'exemple du Bengladesh

Les milieux qui, en Occident, défendent la libre exportation des médicaments, fussent-ils dangereux, le font au nom du respect des souverainetés nationales. En clair, les pays pauvres sont assez grands pour savoir ce qui est bon pour eux.
Dans la pratique, on a vu bien souvent les gouvernements du tiers monde qui osaient prendre des décisions autonomes subir des pressions intolérables.
A cet égard, l'exemple du Bengladesh mérite d'être signalé. Ce pays, l'un des plus pauvres et des plus peuplés de la planète, a eu le courage de prendre des mesures très énergiques en matière d'importation, de production et de distribution de médicaments.
Les résultats sont encourageants: la plupart des produits inutiles ou nuisibles ont été retirés du marché, la production locale, réorientée sur les médicaments essentiels, a augmenté considérablement, et les dépenses de santé ont diminué d'autant. Preuve qu'une note d'espoir peut trouver sa place dans ce concert cacophonique

EN BREF

Le périodique non conformiste nidwaldien *Bockshorn* a publié, en 28 tranches, des indications sur les 1132 personnes qui jouent un rôle dans le demi-canton d'Unterwald-le-bas (comme le définit la Constitution fédérale). Il n'y a pas que des notables.

Peter Bodenmann, le nouveau conseiller national socialiste valaisan, entame sa carrière parlementaire sous d'heureux auspices. Il devrait passer souvent à la télévision, en raison de son intelligence, de ses idées, et surtout de son dialecte haut-valaisan qui n'a pas souvent accès à l'antenne et que M. Schümann recommande de préserver, face au zurichois et au bernois, envahissants.

330'000 personnes ont regardé, en Suisse alémanique, le reportage de «Temps présent» sur le schwyzertütsch. Le mardi suivant, 48'000 télespectateurs alémaniques ont assisté à la confrontation, après 23 heures, entre José Ribeaud et des Alémaniques sur le même sujet.

Un groupe de travail discute actuellement sur la création possible d'une banque verte. Les déposants se contenteraient d'un taux d'intérêt inférieur à la normale pour financer favorablement des projets écologistes.

■ (*jd*) Dans une récente étude (août 1987), le Fonds monétaire international a tenté d'y voir clair dans les statistiques de la balance des paiements internationaux. Il a notamment cherché à évaluer l'importance des capitaux en fuite provenant des pays endettés. Et plus particulièrement de distinguer ce qui est placement et investissement à l'étranger de ce qui est capital en fuite non annoncé comme fortune dans son propre pays par le détenteur de ces capitaux. On mesure la difficulté de l'exercice. Sur ce sujet très controversé, il est donc utile d'avoir des chiffres sûrs, émanant d'une autorité financière dont l'orthodoxie est bien connue. Les chiffres "garantis" sont d'autant plus accablants.

Capitaux en fuite

Entre 1975 et 1985, l'exportation totale des capitaux par les pays endettés est estimée à 200-300 milliards de dollars, dont 150 à 200 milliards de capitaux en fuite. Durant la même période, la dette extérieure de ces pays a augmenté de 750 milliards de dollars. La corrélation est donc extrêmement forte.
Première remarque: le phénomène est particulièrement aigu pour l'Afrique et l'Amérique latine, alors que l'Asie s'en tire bien.
Deuxième remarque, soulignée par les experts eux-mêmes: il y a quelques années encore, les banques commerciales recyclaient l'argent reçu, et par des crédits commerciaux renvoyaient "chez eux" les capitaux reçus. Cette pratique a pris fin. La rareté des crédits commerciaux est une des difficultés majeures actuelles des pays endettés.

Exportation de capitaux des pays endettés 1975-1985
(en milliards de dollars)

Le premier chiffre indique le total des exportations et le second, la part de capitaux en fuite

Afrique	30.4 – 28.5
Asie	50.6 – 18.3
Proche Orient (pays sans ressources pétrolières)	23.1 – 6.2
Amérique latine	131.0 – 106.6